

DEMANDE D'AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

« TERRASSE » – ANNÉE 2018 »

1^{ère} demande

Renouvellement

1 – Établissement concerné

Nom de l'enseigne commerciale :

Forme de la société (SA, SARL, ...) :

Nature du commerce :

Adresse du lieu concerné :

Téléphone : Fax :

E-mail :

N° du registre du commerce :

N° SIRET : Code APE :

N° du K-bis :

Type de licence de boissons :

Responsable : Qualité :

Surface intérieure de l'établissement :

Longueur de la façade :

Périodes de fermeture de l'établissement :

Nom du prédécesseur (si nouvel exploitant) :

2 – Propriétaire du fonds de commerce

Nom : Prénom :

Nom de la société :

Adresse :

Téléphone : Fax :

E-mail :

3 – Gérant ou exploitant

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Fax :

E-mail :

4 – Propriétaire des murs

Nom : Prénom :

Nom de la société :

Adresse :

Téléphone : Fax :

E-mail :

5 – Personne en charge d'acquitter la redevance d'occupation

Nom : Prénom :

Nom de la société :

Adresse :

Téléphone : Fax :

E-mail :

Nom et adresse de facturation :

6 – Objet de la demande

Terrasse : Création Modification Reprise

Description de l'installation envisagée :

.....

.....

Nombre de tables : Nombre de chaises :

Nombre de parasols : Nombre de jardinières :

- AVERTISSEMENT -

- Cette demande ne vaut en aucun cas autorisation tacite.
- Les autorisations délivrées seront personnelles, précaires et révocables.
- Elles obligent leur titulaire d'acquitter les taxes et droits qui y affèrent.
- Elles ne sont ni transmissibles, ni cessibles sans autorisation préalable.
- Toute autorisation sera formalisée par un arrêté d'occupation.
- Le non-respect des prescriptions de ce type d'arrêté pourra entraîner :
 - Une verbalisation du pétitionnaire
 - Une révocation de l'autorisation
- Aucune demande d'autorisation ne sera instruite sans les pièces requises.



Pièces à fournir pour l'instruction de la demande d'autorisation :

- Extrait K-bis (datant de moins de 3 mois)
- Une copie de l'assurance en responsabilité civile de l'exploitation
- Justificatifs d'enlèvement des huiles et graisses alimentaires usagées pour 2017
- Une copie de la Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E.)



ENGAGEMENT DU DEMANDEUR

Je soussigné(e), Madame, Monsieur,, agissant en qualité de, certifie que les informations indiquées dans cette demande sont exactes, et sollicite – après lecture complète – l'autorisation d'installer sur le domaine public une terrasse conformément aux réglementations en vigueur.

Fait à, le

Signature du représentant légal et Cachet de l'établissement

Cadre réservé à la Mairie

Dossier reçu le : et suivi par :

Conforme Non conforme En retour le :